

seules ressources et les subsides de l'Angleterre, une lutte gigantesque, marquée par les batailles de Prague, de Kollin, de Jøgerndorf, de Zorndorf, de Kunnersdorf, de Liegnitz, son lieutenant, le prince Ferdinand de Brunswick, rejetait les Français sur le Rhin et les battait à Minden et à Creveld. En 1761, il y eut épuisement général, surtout du côté de la Prusse. Heureusement pour Frédéric, à la czarine Élisabeth succéda son admirateur Pierre III, qui fit la paix avec lui. Une dernière campagne, qui lui rendit la Silésie et mit à ses pieds la Saxe (bataille de Freiberg), prépara l'Autriche à traiter. La France, de son côté, demandait la paix à tout prix. Malheureuse partout dans cette guerre, elle avait perdu presque toutes ses colonies. L'infortuné Lally fut obligé de livrer Pondichéry aux Anglais, qui la détruisirent de fond en comble (1761), et revint en France mourir sur l'échafaud. Montcalm succomba au Canada, et Québec fut pris par les Anglais. Les défaites de Lagos et de Belle-Île détruisirent notre marine; et Choiseul, devenu ministre, ne vit d'autre ressource que d'en unir les débris à ceux de la marine espagnole, en liant étroitement les deux pays par le *pacte de famille* (1763). Mais l'Angleterre, ayant atteint son but, accorda la paix. Par le traité de Paris (1763), la France rendit Minorque à l'Espagne, recouvra Belle-Île, perdit tout le Canada, moins l'îlot de Miquelon, et le droit de pêche vers Terre-Neuve. Elle recouvra Pondichéry, mais fut exclue du Bengale, ne garda que Gorée au Sénégal, et s'engagea de nouveau à démolir Dunkerque. L'Angleterre acquit encore la Floride sur l'Espagne. Elle avait gagné à cette guerre deux mille lieues de territoire aux colonies. Le traité d'Hubertsbourg, entre la Prusse et l'Autriche, suivit de près celui de Paris. Il confirmait les traités de Breslau et de Dresde, c'est-à-dire laissait à Frédéric la Silésie. Le résultat de la guerre de Sept ans était donc la grandeur continentale de la Prusse et la suprématie maritime de l'Angleterre, l'humiliation de l'Autriche et de la France.

La fin du règne de Louis XV s'acheva dans la honte. La réunion, en 1766 de la Lorraine à la France, stipulée par le traité de Vienne, celle de la Corse, cédée par les Génois en 1768, eurent lieu sans gloire, et ne firent point oublier les scandales dont la cour était le théâtre. Quand Choiseul eut été sacrifié, en 1770, à une impure favorite, la comtesse Dubarry, son successeur laissa partager la Pologne; Maupou détruisit les parlements; Terray fit banqueroute sans rétablir les finances; et Louis XV laissa à son successeur un fardeau sous lequel celui-ci succombera.

LIV.

ESPRIT DE RÉFORME POPULARISÉ PAR LES PHILOSOPHES (VOLTAIRE, MONTESQUIEU, ROUSSEAU....) ET PAR LES ÉCONOMISTES (VAUBAN, QUESNAY, ADAM SMITH, ETC.) DANS TOUTE L'EUROPE. — POMBAL ET JOSEPH I^{er} EN PORTUGAL. — FERDINAND VI, CHARLES III ET ARANDA EN ESPAGNE. — TANUCCI ET CHARLES VII A NAPLES, LÉOPOLD EN TOSCANE. — JOSEPH II EN AUTRICHE. — FRÉDÉRIC II EN PRUSSE. — CHOISEUL, LOUIS XVI, TURGOT, MALESHERBES ET NECKER EN FRANCE.

Au XVI^e siècle, le désir de réforme religieuse avait agité l'Europe, au XVIII^e, c'est le désir des réformes sociales qui ébranle tous les esprits. On ne se préoccupe plus, comme les luthériens et les calvinistes, de ramener le chrétien à l'état primitif de l'Église, mais l'homme en général à l'état naturel, et par là les uns entendaient, avec Rousseau, l'état où l'on croyait que l'homme avait été à son premier âge, les autres l'état conforme au droit naturel. Le foyer de cette guerre contre les anciennes institutions et les anciennes idées était la France, d'où elle se propageait par toute l'Europe sous le nom de philosophie. La philosophie fut alors une reine qu'adulèrent les rois. Ses apôtres principaux étaient Voltaire, Rousseau et Montesquieu. Voltaire, né en 1694, mort en 1778, fut le plus hardi, le plus brillant, le plus vif, le plus infatigable agresseur des abus, des préjugés, même des croyances. Universel, il écrivit des tragédies (*Oedipe*, *Méropé*, *Mahomet*, *Tancrède*, *Zaïre*), moins pour l'art en lui-même et pour la peinture des caractères que pour le débit de ses idées. Il écrivit des pamphlets, des épîtres, des odes, des lettres, il écrivit son *Dictionnaire philosophique*, son *Essai sur les mœurs*, toujours dans la même préoccupation, que l'on sent moins présente dans l'*Histoire de Charles XII* et le *Siècle de Louis XIV*. Partout il fit une guerre implacable au fanatisme et à l'oppression, mais oublia souvent au milieu de cette lutte ardente la mesure et la justice. Montesquieu (1689-1753), dans l'*Esprit des lois*, réclame aussi, mais indirectement, en faveur de la tolérance et de la liberté; toute son admiration est pour la constitution anglaise. Rousseau (né à Genève, 1712-1778) trace dans son *Contrat social*, qui eut tant d'influence sur la révolution, les droits absolus sur lesquels doit reposer la société, considérée comme le produit d'un contrat de l'homme à l'homme, sur la base de l'égalité, sans autre prépondérance que celle du plus grand nombre des volontés. Dans son *Émile*, il imagine le

plan d'une éducation qui développe l'individu selon la nature. Partout il mêle à de grandes vérités de plus grandes erreurs.

Au-dessous de ces puissants esprits, d'Alembert et Diderot dressaient, dans l'*Encyclopédie*, un vaste répertoire des connaissances humaines, à un point de vue habituellement antichrétien.

Les organes de la révolution philosophique avaient pour auxiliaires les économistes, dont l'école prit naissance du vivant même de Louis XIV avec Boisguilbert et Vauban. Le grand ingénieur, qui était aussi un grand citoyen, avait proposé à Louis XIV une réforme immense, la substitution d'un impôt unique et payé par tous (*dîme royale*) aux nombreux impôts si inégalement répartis. Quesnay, médecin de Louis XV, formula dans son *Traité économique* et ses *Maximes générales de gouvernement*, la doctrine des *physiocrates*, qui considèrent le sol comme la source de toute richesse, et le travail comme un simple transformateur. Il en concluait que l'agriculture devait être protégée avec la plus active sollicitude. Mais le vrai père de l'économie politique est Adam Smith (1723-1790), qui, dans ses *Recherches sur la nature et la cause de la richesse des nations*, donne l'analyse la plus ingénieuse de l'activité industrielle, et montre les trois sources principales de la richesse publique, l'agriculture, l'industrie et le commerce.

C'est ainsi que l'homme étudiait à fond et dans toutes ses parties l'organisation sociale, se préparant à la renouveler ensuite d'après les principes trouvés, et formulant déjà çà et là les demandes qui furent, à la fin du siècle, consignées dans les cahiers des états généraux français de 1789.

Cet esprit de réforme, ce besoin d'en finir avec le moyen âge et la féodalité qui duraient encore en mille choses gagnaient les souverains eux-mêmes. Tous, jusqu'aux plus despotiques, cherchaient la popularité en prodiguant leurs faveurs aux philosophes et aux savants, et la richesse pour leurs peuples et par conséquent pour eux-mêmes, en opérant des réformes dans leurs États, d'après les idées dominantes de l'époque.

Ainsi le roi de Portugal, Joseph I^{er}, appela au ministère Joseph Carvalho (1750), marquis de Pombal, qui releva le Portugal, humilié depuis le traité de Methuen, sous les exigences de l'Angleterre, et chassa les jésuites (1759), lesquels furent, dans les années suivantes, expulsés de tous les autres États catholiques; qui diminua le pouvoir de l'inquisition, les privilèges de la noblesse, et donna au Portugal une administration meilleure. — D. Aranda, en Espagne, sous Charles III (1759-1788), ranima le commerce et l'industrie par l'établissement de la banque de Saint-Charles, par l'édit qui déclarait que l'industrie ne

dérogeait pas à la noblesse, par des routes, des canaux, si bien que la population s'éleva dans ce siècle de sept à onze millions, et que l'armée fut portée à quatre-vingt mille hommes. — A Naples, pendant la minorité de Ferdinand IV, le vertueux Tanucci abolissait les dîmes, supprimait un grand nombre de couvents et réduisait de moitié le corps ecclésiastique. — En Toscane, Léopold (1765-1790) abolissait la peine de mort, retirait des provinces de dessous les eaux, et donnait à ses États une prospérité merveilleuse. — Même la vieille Autriche eut son souverain libéral, Joseph II (1780-1790); il tenta de donner l'unité à ses États par une division en treize gouvernements embrassant toutes les branches de l'administration; il subordonna l'Église catholique au pouvoir temporel; et, par son édit de tolérance (1781), autorisa les religions grecque et protestante; il abolit les corvées et droits seigneuriaux, fonda des manufactures, déclara Fiume et Trieste ports francs. — Quant au roi de Prusse, Frédéric II, dès que la guerre lui permit de donner ses soins à l'administration intérieure, il ne cessa de travailler à la prospérité de ses États. Il encouragea le commerce, l'industrie, l'agriculture, le développement de la population. Il adoucit les lois, réforma l'instruction publique, supprima les entraves à la liberté des consciences et des mariages. La guerre de la succession d'Autriche lui avait livré la Silésie, il s'attacha cette province par des réformes et de sages mesures. Tel fut le succès de ses réformes, complément de ses victoires, qu'il laissa en mourant un État qui avait pris rang parmi les grandes puissances européennes.

La France, d'où le mouvement était parti, fut le pays de l'Europe qui sut le moins se réformer. Choiseul, qui avait bon vouloir et avait fait d'utiles améliorations dans la marine et l'armée, fut disgracié (1770). Il avait, dès 1762, fait prononcer l'abolition de l'ordre des jésuites. En 1774, Maupeou avait détruit les parlements. On détruisait, mais on n'édifiait pas. Louis XVI (1774) prit pour ministres Turgot et Malesherbes. Le premier, homme supérieur, aborda les réformes en supprimant les maîtrises et jurandes, en permettant le libre commerce des grains dans le royaume, en substituant une contribution payée par tous aux corvées pour les chemins. Disgracié aussi en 1776, il fut remplacé par le banquier genevois Necker, financier habile. Sous ce ministre eut lieu la guerre d'Amérique, qui eut pour la France le double effet d'aggraver encore l'état de ses finances et d'exciter singulièrement les esprits par le contagieux spectacle de l'affranchissement d'un peuple entier.

Les colonies anglaises de l'Amérique du nord, presque toutes fondées par l'émigration des non-conformistes sous Jacques I^{er}, et sur-

tout sous Charles I^{er}, s'étaient enrichies et fortifiées; et quand la métropole imagina de les soumettre à divers impôts, elles se refusèrent à les payer (1767). Des mesures de rigueur ne firent que provoquer la réunion, à Philadelphie, d'un congrès général des colonies (1774), puis la guerre civile. Les milices américaines, conduites par George Washington, débutent par des succès: victoire de Lexington, prise de Boston; et le congrès de Philadelphie (1776) déclare l'indépendance des treize États-Unis d'Amérique. Découragés ensuite par quelques revers, les Américains envoient en France une ambassade, dont le chef est Franklin, pour demander des secours à Louis XVI (1778). Elle excite en France le plus grand enthousiasme; La Fayette part le premier: bientôt le gouvernement lui-même cède et déclare la guerre à l'Angleterre. Rochambeau s'embarque avec six mille hommes et dix millions. L'année suivante (1779), l'Espagne est entraînée à son tour, puis la Hollande (1780). Notre marine, ranimée par Choiseul, fait des merveilles sous les comtes d'Estaing et de Grasse, en Amérique; sous le bailli de Suffren, dans l'Inde, et tient tête à la marine anglaise. Enfin, en 1781, la capitulation de lord Cornwallis à Yorktown, amène le traité de Versailles (1783), par lequel l'indépendance des États-Unis est reconnue; Minorque et la Floride reviennent aux Espagnols; Pondichéry, Karikal et Chandernagor sont rendus à la France, qui recouvre le Sénégal et garde Tabago, Sainte-Lucie aux Antilles, Saint-Pierre et Miquelon près de Terre-Neuve. Les articles de 1713, relatifs à Dunkerque, sont supprimés.

La France se relevait donc comme rajeunie; mais sa situation financière empirait. Necker avait administré sagement, mais son fameux *compte rendu* souleva contre lui tous les privilégiés qu'il voulait soumettre à l'impôt, et il tomba (1781). Les prodigalités de Calonne accrurent la dette de neuf cent cinquante millions. Il revint à l'idée de Necker et convoqua dans ce but une assemblée de notables, qui l'obligèrent de se retirer (1787). Brienne ne fut pas plus heureux. Le parlement refusa d'enregistrer des édits établissant de nouvelles taxes et fut exilé. Partout des troubles éclatèrent. On demandait les états généraux: Brienne les convoqua pour le 4^{er} mai 1789. L'opinion publique se prononçait pour que le tiers état eût une représentation égale en nombre à celle des deux premiers ordres; une nouvelle assemblée de notables ayant refusé de décréter cette innovation, Necker, rappelé au ministère, prit sur lui cette mesure hardie, qui commença la révolution (1789).

LV.

DÉCOUVERTES SCIENTIFIQUES ET GÉOGRAPHIQUES AU XVIII^e SIÈCLE. — FRANKLIN, LAVOISIER, LINNÉ, BUFFON, LAPLACE, LAGRANGE, VOLTA, COOK ET BOUGAINVILLE. — GÉOGRAPHIE DE L'EUROPE EN 1789.

Le XVIII^e siècle fut pour les sciences ce que les deux précédents avaient été pour les lettres, une époque d'immenses progrès et presque de création. Franklin et Volta firent faire de grands progrès à la physique qui, ramenée à l'expérience par Bacon, était retombée avec Descartes dans les régions de l'hypothèse. Franklin, né à Boston en 1706, après s'être instruit seul et sans le secours d'aucun maître, cultiva la science pour accroître le bien-être de ses semblables; il démontra, au péril de sa vie, que l'électricité des nuages était la même que celle des machines, et ayant remarqué la propriété des pointes, appliqua ce principe à la conservation des édifices publics ou privés et couvrit Philadelphie, sa patrie adoptive, de paratonnerres. Il excella dans l'art difficile de vulgariser les notions scientifiques (surtout dans son *Almanach* et la *Science du bonhomme Richard*).

L'Italien Volta inventa une foule d'appareils ingénieux, l'électrophore, le condensateur électrique, l'électroscope et découvrit ce grand principe que le contact mutuel des corps est une source d'électricité. Galvani avait trouvé le fait, Volta en trouva la cause et inventa sa pile, qui, perfectionnée, opéra dans la chimie, dans le commerce et l'industrie, une profonde révolution. Il mourut en 1826, à quatre-vingt-un ans; il avait été comblé de richesses et d'honneurs par Napoléon. A ces noms il faut ajouter Réaumur, inventeur du thermomètre qui porte son nom. A dix-neuf ans Lagrange résolvait un problème proposé par le célèbre Euler à tous les géomètres de l'Europe, et à vingt ans écrivait les premiers essais de sa *Méthode des variations*. Il porta l'analyse pure au plus haut degré de perfection et développa le calcul différentiel et intégral, dont Newton et Leibnitz se disputaient la découverte. Il mourut à Paris en 1813, Napoléon l'avait fait sénateur. Le marquis de Laplace démontra, dans sa *Mécanique céleste*, presque toutes les lois qui régissent le système de l'univers, et composa en outre une *Exposition du système du monde*, et un *Traité des probabilités*. Il mourut en 1827, à soixante-dix-huit ans, après avoir été ministre de l'intérieur sous le Consulat, sénateur sous l'Empire, et comblé aussi d'honneurs par Louis XVIII.

Lavoisier (1743-1794) fit de la chimie une science: en 1775 il démontra que la combustion et la calcination sont le résultat de l'union

de l'oxygène avec les corps, et que le dégagement de chaleur qui se produit alors a pour cause le changement d'état de l'oxygène. En 1787, il décomposa l'eau qu'il trouva formée d'oxygène et d'hydrogène. Restait à fonder la nomenclature chimique; ce fut l'œuvre de Guyton de Morveau; mais Lavoisier, Berthollet et Fourcroy s'associèrent à cette grande réforme et signèrent tous le fameux mémoire de 1787. « La chimie est aisée maintenant, disait Lagrange, elle s'apprend comme de l'algèbre. » Il faut encore citer avec Lavoisier, Scheele qui découvrit le chlore, Berthollet qui appliqua les propriétés de ce gaz au blanchiment des toiles, et Bergmann auquel on est redevable de l'acide sulfurique.

Buffon, né à Montbard, en Bourgogne, en 1707, fut pour la zoologie ce que fut Lavoisier pour la chimie; nommé intendant du Jardin du Roi, il consacra cinquante années à l'étude de l'histoire naturelle, et publia sans interruption, de 1740 à 1788, ses trente-six volumes de l'*Histoire naturelle*, qui fut universellement admirée pour la majesté du style et la beauté des descriptions. Buffon s'est placé moins haut peut-être comme savant que comme écrivain. On lui reproche d'avoir prodigué l'hypothèse dans ses *Époques de la nature*. Cependant il fonda la géologie et posa le grand principe que l'état actuel de notre globe résulte de changements dont il est possible de faire l'histoire. Son *Histoire des animaux* restera toujours un modèle.

Linnée, le réformateur de la botanique, était né à Røshult, en Suède, et fut d'abord cordonnier. Il ne put travailler librement qu'à vingt-trois ans, il fallait d'abord trouver une méthode. Les savants ne classaient les végétaux que d'après leur volume ou leurs apparences les plus extérieures; Linnée pénétra les mystères intimes de la reproduction des plantes et créa la *méthode sexuelle*. Sa classification, abandonnée aujourd'hui pour la *méthode naturelle* que de Jussieu fonda sur les rapports des plantes, n'en était pas moins un grand progrès. Il a laissé un *Systema naturæ* (1735) et une *Philosophica botanica* (1751) très-estimés.

L'amour de la science poussa aussi à travers les mers de hardis navigateurs. Les principaux furent Cook et Bougainville. Il n'y avait plus espoir de rencontrer un nouveau monde; cependant bien des parties de l'Océanie étaient encore ou inconnues ou mal explorées; et il fallait démontrer que par delà certaines latitudes, notre globe est inhabitable et n'a point d'habitants. Cook traça, dès 1759, une carte du Saint-Laurent qui n'a point été surpassée; il visita O-Taïti, fit le tour de la Nouvelle-Zélande et donna son nom au détroit qui partage ces deux îles, longea les côtes de l'Australie, découvrit la Nouvelle-Calédonie, et s'éleva jusqu'au 74° degré de latitude méridionale (1768-

1779). Il périt dans son troisième voyage autour du monde, aux îles Sandwich, assassiné par les indigènes. Son rival de gloire, le Français Bougainville, découvrit les îles de la Société, archipel dangereux, et l'île de Bougainville (1766-1769). Sur leurs traces, Lapérouse et d'Entrecasteaux parcoururent en tous sens le dangereux labyrinthe d'îles et d'archipels qui forme aujourd'hui la cinquième partie du monde et rendirent le Grand océan presque aussi accessible que nos mers européennes. La géographie, la physique générale du globe, l'astronomie et l'histoire naturelle leur doivent d'immenses résultats.

En 1789, les conquêtes de Louis XIV et l'acquisition de la Lorraine sous Louis XV, avaient donné à la France, au midi et à l'est, ses frontières naturelles. Au nord et au sud-est, ses frontières étaient toujours incertaines. À l'intérieur, elle était divisée en quarante gouvernements, dont trente-deux de province et sept de ville. La Corse formait le quarantième. Les finances, la justice, le culte, avaient leur organisation et leurs divisions à part. Il y avait treize parlements et trois *conseils souverains* (Alsace, Roussillon, Artois); trente-quatre généralités ou intendances pour la perception de l'impôt; pour le culte, dix-huit archevêchés, et cent douze évêchés, non compris la province d'Avignon, possession du pape.

L'union politique de l'Écosse et de l'Angleterre avait été consommée en 1707, et il n'y avait plus qu'un parlement dans la Grande-Bretagne. L'Irlande restait toujours une annexe qu'on traitait en pays conquis. Outre ses possessions coloniales, l'Angleterre occupait, sur le continent européen, en Allemagne le Hanovre, et en Espagne Gibraltar. L'Espagne, dépouillée des Pays-Bas par l'Autriche, a recouvert le royaume des Deux-Siciles, Parme et Plaisance, et gardé les Baléares. Le Portugal conserve son indépendance et ses limites.

En Italie, l'État le plus important est le royaume de Sardaigne, qui s'étend du lac de Genève et du Rhône au Tessin et au lac Majeur, comprenant en outre l'île de Sardaigne.

À l'est des États Sardes, les duchés de Milan, de Mantoue avec la principauté de Castiglione appartenaient à l'Autriche. Plus à l'est, Venise, république en décadence. Au centre la Toscane, possédée par la maison de Lorraine, depuis 1737, et les États de l'Église s'étendant entre les deux mers, du Pô au Garigliano.

Au royaume des Deux-Siciles se rattachaient l'île de Malte, occupée par l'ordre religieux de Saint-Jean dégénéré.

L'Allemagne flottait incertaine entre l'Autriche et la Prusse, qui tendaient à absorber les États secondaires dont les plus importants étaient: la Saxe et la Bavière.

L'Autriche, possessionnée aux Pays-Bas et en Italie, avait repris aux Turcs la Transylvanie, l'Esclavonie, la Croatie, la Buchovine et le bannat de Temeswar, et usurpé le tiers de la Pologne; mais la Prusse s'était agrandie à ses dépens, en lui prenant la Silésie. A son domaine patrimonial de Brandebourg, cet État avait successivement ajouté depuis deux siècles la Prusse ducale (1648), la Poméranie orientale (1648), Clèves, la Mark et Ravensberg (1666), la haute Gueldre (1713), la haute et la basse Silésie, la principauté de Glatz (1743), et en enlevant à la Suède Stettin et la Poméranie antérieure (1720), et en retirant du partage de la Pologne, la Pologne prussienne et une partie de la grande Pologne.

La Russie, augmentée par des traités de la Livonie, de l'Esthonie, de la Carélie qui lui ouvraient la Baltique, d'une partie de la Finlande qui couvrait Saint-Petersbourg, de l'Ukraine, de la Russie Blanche et Noire, de la Livonie polonaise, gagnées au démembrement de la Pologne, et par ses armes de la Crimée, d'Azov et de la province de Tauride, s'étend à l'est jusqu'à la Caspienne et au Caucase. La Géorgie s'est placée sous sa protection; Astrakan et Saratow, sur le Volga, séparent ses possessions européennes de la Sibérie, son immense province asiatique.

La Turquie, entamée sans cesse par l'Autriche et la Russie, se trouve resserrée entre le Dniester, les monts de Transylvanie, le Danube, la Save au nord, les possessions vénitiennes de la Dalmatie et la mer Ionienne à l'est, la mer de Candie au sud, et l'archipel à l'est. Mais elle avait toute l'Asie occidentale jusqu'au golfe Persique, l'Égypte, Tripoli, Tunis et Alger.

La Pologne, démantelée en 1772, attend un second et un troisième partage qui auront lieu en 1793 et 1795, et l'effaceront de la liste des nations.

La Suède, réduite à la Suède propre, aux deux Bothnies et à une partie de la Finlande, possède encore en Allemagne l'île de Rugen et la Poméranie citérieure, depuis Stralsund jusqu'à Wismar.

Le Danemark possède, outre le Jutland, le Sleswig et une partie du Holstein, les îles de Fionie et de Seeland, les Féroé, l'Islande, et a acquis quelques comptoirs et quelques îles dans l'Inde et les Antilles, Tranquebar, Saint-Thomas, etc.

Tel était l'état géographique de l'Europe au moment où éclata la révolution française.

LVI.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE. — ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. — JOURNÉE DU 10 AOÛT. — CONVENTION NATIONALE. — PROCÈS ET MORT DE LOUIS XVI. — LA TERREUR. — JOURNÉE DU 9 THERMIDOR. — JOURNÉE DU 13 VENDÉMAIRE.

Lorsque Louis XVI convoqua les états généraux, c'était la première fois, depuis 1614, que le gouvernement faisait appel à la nation. L'ouverture des états se fit à Versailles, le 5 mai 1789, avec une grande pompe et au milieu des plus vives acclamations. Ils comptaient onze cent quarante-cinq députés, dont cinq cent soixante et un représentaient le clergé et la noblesse, et cinq cent quatre-vingt-quatre le tiers état. Ce dernier ordre avait donc une majorité de vingt-trois voix, mais qui devenait illusoire si l'on votait par ordre et non par tête. Après six semaines de discussions, de négociations et de pourparlers inutiles, le tiers trancha la question à son profit, et prit le nom d'*Assemblée nationale*. On ferma la salle des séances; les députés se réunirent au Jeu de Paume, et jurèrent de ne pas se séparer avant d'avoir fait la constitution (20 juin). Louis XVI céda: les deux ordres privilégiés se réunirent au tiers état (27 juin), et deux mois à peine après sa convocation, cette assemblée, appelée par le roi pour aviser au désordre des finances, se proclamait Constituante (9 juillet). Le roi veut, trop tard, employer la force: les Parisiens se soulèvent; la Bastille est prise (14 juillet); Louis consent à renvoyer ses troupes allemandes; et l'Assemblée a une armée, la garde nationale, dont La Fayette est nommé commandant; la cocarde tricolore est arborée (15 juillet).

C'est alors que le comte d'Artois ouvrit l'émigration, qui fut si funeste à la royauté et qui irrita si vivement la nation. Au contraire, les privilégiés restés en France eurent un moment d'abnégation générale, dans la nuit du 4 août, lorsqu'ils renoncèrent à leurs privilèges; mais cela ne donnait pas encore du pain au peuple, qui était en proie à la famine. Une émeute formidable alla chercher le roi à Versailles (5 et 6 octobre) et le ramena aux Tuileries.

Cependant, l'Assemblée opérait, par ses décrets, la révolution.

Le 2 novembre, elle déclare les biens du clergé biens nationaux, et, le 17, crée les assignats. L'égalité de tous devant la loi est proclamée, l'unité administrative du pays décrétée par la suppression des provinces et la division du territoire en quatre-vingt-trois départe-

ments. On abolit le droit d'ainesse et les substitutions, on décrète l'établissement d'un système uniforme de poids et mesures, et l'année suivante on complète cette œuvre d'affranchissement par l'abolition des maîtrises et jurandes, la création des patentes, la suppression des droits et péages sur les matières premières et les subsistances. L'Assemblée s'attaque directement au roi en lui refusant le droit de paix et de guerre; à la noblesse, en supprimant les armoiries; au clergé, en votant la constitution civile; au pape, en réunissant le Comtat Venaissin à la France; aux familles de robe, enfin, par la création d'un nouveau système judiciaire. Les parlements, d'abord suspendus, furent supprimés; à leur place on instituait trois classes de tribunaux: un tribunal criminel par département, un tribunal civil par district, un juge de paix par canton. La conservation des formes de la procédure était confiée à une cour suprême, et le jury était établi pour les causes criminelles.

À la vue de ces grandes décisions qui renouvelaient l'organisation entière du pays, l'enthousiasme gagna toute la France, dont les députations se réunirent, dans la grande fête de la fédération, au champ de Mars (14 juillet 1790).

Mais l'opposition à la révolution éclata presque aussitôt après, au sujet de la *constitution civile du clergé*; la majorité des prêtres refusa de s'y soumettre et de prêter le serment civique; sur bien des points les populations se soulevèrent, et contre l'Assemblée et contre les prêtres assermentés. Louis XVI lui-même, blessé dans sa religion, dans ses affections et dans toutes ses habitudes, dans toutes ses idées de roi absolu, songea aux moyens d'arrêter la révolution. Mirabeau essaya de réconcilier la royauté avec l'ordre nouveau; mais ce grand orateur, le héros de la Constituante, mourut le 2 avril 1791, emportant, dit-il, avec lui la monarchie: il fut enseveli au Panthéon.

La mort de Mirabeau rendit aux royalistes toute influence sur Louis XVI. À l'instigation du marquis de Bouillé, qui commandait l'armée de Metz, il tenta de s'enfuir à l'étranger. Reconnu à Varennes, et ramené à Paris, il resta comme prisonnier dans son palais (juin 1791), et le 13 juillet l'Assemblée le déclara suspendu de ses fonctions jusqu'à la promulgation de la constitution. Les Jacobins, dont le club se ramifiait par toute la France et devenait chaque jour plus influent sous la direction de Robespierre, traitèrent de trahison l'indulgence de l'Assemblée. Ils demandaient hautement la déchéance du roi. Des pétitions furent rédigées dans ce but, et les citoyens invités à se réunir au Champ de Mars pour les signer; mais La Fayette et Bailly dispersèrent ces rassemblements par la force. Le sang coula

et dès lors éclata une scission profonde entre les constitutionnels et les républicains, entre la bourgeoisie et le peuple.

En voyant les révolutionnaires se diviser, les royalistes reprennent courage, et s'efforcent de hâter l'intervention étrangère. L'empereur Léopold conclut, à Pilnitz, avec le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, une convention par laquelle ils s'engageaient à envahir la France, si tous les actes de la révolution n'étaient abrogés sans délai. L'Assemblée constituante répondit à cet insolent défi en ordonnant la levée de cent mille hommes; puis elle acheva avec calme la constitution à laquelle le roi prêta un serment solennel, et se sépara, en décrétant qu'aucun de ses membres ne pourrait faire partie de l'Assemblée législative: désintéressement funeste qui, en amenant sur la scène politique un trop grand nombre d'hommes nouveaux, enleva toute garantie d'esprit de suite et de conservation (30 septembre 1791).

La nouvelle assemblée était animée contre le roi de sentiments hostiles que n'avait jamais eus la Constituante. Les clubs avaient dirigé les élections, et la majorité était presque ouvertement républicaine. Les premières mesures furent de décréter la peine de mort contre les émigrés qui ne rentreraient pas, et la privation de traitement pour les prêtres réfractaires, à quoi Louis XVI opposa son veto constitutionnel. L'accord régna cependant un moment entre les deux grands pouvoirs: le roi choisit ses ministres dans la fraction la plus modérée du parti républicain. Il déclara même la guerre à l'Autriche (20 avril 1792). Mais les troupes françaises éprouvèrent deux échecs à Mons et à Tournay, et l'Assemblée ayant décrété la déportation contre tout ecclésiastique qui refuserait le serment civique, Louis XVI renvoya ses ministres girondins.

Alors le club des Jacobins, celui des Cordeliers, animés par Robespierre, Danton et Marat, lancent contre le château des Tuileries la population des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Antoine; après d'effroyables scènes de désordre, où Louis XVI montra un sang-froid héroïque, la foule se retire, et le palais est évacué (20 juin 1792).

Le mouvement avorté du 20 juin fut renouvelé au 40 août et cette fois emporta la royauté. La Prusse et le Piémont s'étaient joints à l'Autriche pour attaquer la France; l'Assemblée avait décrété la levée de quatre cent cinquante mille hommes et proclamé la patrie en danger: des milliers de volontaires s'enrôlaient à Paris et dans les départements. Les Jacobins profitent pour se relever de l'élan patriotique qui entraîne toutes les âmes, et de l'effet produit par l'insolent manifeste du duc de Brunswick. L'Assemblée ayant de nouveau refusé de prononcer la déchéance du roi, ils arment les faubourgs, grossis

des volontaires marseillais, envahissent les Tuileries après un sanglant combat contre les Suisses, et viennent défilér dans l'Assemblée, au sein de laquelle le roi s'est réfugié, et qui décrète qu'une Convention nationale sera formée, et que le chef du pouvoir exécutif est provisoirement suspendu de ses fonctions (10 août 1792).

Le pouvoir passa alors tout entier dans les mains de la commune de Paris, où dominaient Marat, Danton et Robespierre. Louis XVI et sa famille furent enfermés dans la tour du Temple, le brasseur Sauterter devint commandant de la garde nationale, et des milliers de royalistes furent jetés en prison.

Tout à coup le bruit se répand que les alliés ont passé la frontière, que Longwi est en leur pouvoir ainsi que Verdun. La commune déploie une activité extrême : tous les citoyens s'arment et s'apprentent à défendre Paris ou à courir aux frontières; héroïque entraînement tristement souillé par les massacres de septembre. Pendant les 2, 3, 4 et 5 septembre, des bandes d'égorgeurs soudoyés par la commune massacrèrent dans les prisons, après un simulacre de jugement, les royalistes et les prêtres, des vieillards, des femmes, la princesse de Lamballe, etc., qui s'y trouvaient.

Le 20 septembre, nos jeunes soldats, sous Dumouriez et Kellermann, sauvent la France à Valmy. Les Prussiens évacuent la Champagne, Custine s'empare de Mayence, Anselme de Nice, et Montesquiou de la Savoie.

C'est sous ces auspices, d'un côté sanglantes, de l'autre glorieuses, que se réunit la Convention (21 septembre). Son premier acte fut de proclamer la république.

Il y avait dans la nouvelle assemblée trois fractions : les *Girondins*, républicains modérés, brillants de talent et d'éloquence; les *Montagnards*, nourris des idées de Jean-Jacques Rousseau, pleins de passion et d'audace; enfin la *Plaine*, formée d'hommes modérés et sans caractère, qui votaient alternativement avec l'un et l'autre parti. Les Montagnards, avec leur logique impitoyable, crurent que la France ne serait à jamais soustraite à la royauté qu'après qu'elle aurait versé le sang du roi. Louis XVI, condamné par l'assemblée qui s'était érigée elle-même en tribunal pour le juger, monta sur l'échafaud le 21 janvier 1793.

Ce crime fut inutile et fécond seulement en conséquences fatales, comme ils le sont toujours. Au dedans il amena le régime de la terreur; au dehors il arma contre la France tous les souverains menacés par la propagande révolutionnaire. L'Angleterre entra dans la coalition, et apporta aux étrangers l'appui de ses flottes et de ses subsides. La France se vit alors menacée sur tous les points : on fut

contraint d'évacuer la Belgique, conquise récemment par la victoire de Jemmapes, et la trahison de Dumouriez compromit la sûreté des frontières du nord. A l'intérieur, la Vendée se soulevait.

Les partis dans l'assemblée s'imputaient mutuellement ces revers. La Montagne accusait la Gironde de fédéralisme, les Girondins accusaient leurs ennemis de viser à la dictature. Tant que la lutte resta parlementaire, les Girondins parurent l'emporter. Ils obtinrent la mise en accusation de Marat. Mais il fut renvoyé absous par le tribunal révolutionnaire, et la populace le ramena en triomphe à la Convention.

Cette attaque imprudente avait montré la faiblesse des Girondins et irrité leurs adversaires. La Montagne, maîtresse des sections de Paris par la commune et les Jacobins, les arma contre la Convention, qui vota, sous la pression de l'émeute, l'arrestation de trente et un Girondins (2 juin 1793). Les uns, comme Vergniaud, attendirent leur jugement; les autres, comme Pétion et Barbaroux, allèrent soulever leurs provinces : vingt départements se mirent en pleine révolte. Attaquée de toutes parts, et en présence de la misère publique causée par l'interruption du commerce et par l'énorme dépréciation des assignats, la Convention puisa des ressources dans une énergie inflexible. Le prix des denrées était exorbitant : elle établit un maximum. Le gouvernement était faible : elle centralisa l'administration dans le comité de salut public. La France était attaquée partout : on fit face partout, au moyen de la levée en masse, et Carnot en quelques mois organisa quatorze armées. Les alliés furent battus par Hoche et par Pichegru; la grande armée vendéenne exterminée au Mans et à Savenay; les insurrections qu'avait tentées la Gironde écrasées. Toulon, qui avait été livré aux Anglais, fut repris après un siège mémorable où Bonaparte, alors capitaine d'artillerie, commença sa réputation.

Ces succès sauvaient la France, mais elle était ensanglantée par l'échafaud, où montaient successivement Custine, la reine Marie-Antoinette, les Girondins, le duc d'Orléans, M^{me} Roland, Bailly, et par les exécutions effroyables de Fouché, Couthon et Collot d'Herbois à Lyon, de Carrier à Nantes, de Lebon à Arras. Enfin la lutte des partis devenait de plus en plus implacable. Le comité de salut public, où dominaient Robespierre, Couthon et Saint-Just, avait autour de lui, d'un côté, le parti extrême des Hébertistes, qui professait l'athéisme et qui fit placer la déesse *Raison* sur l'autel de Notre-Dame; de l'autre le parti des Dantonistes ou *modérés*, dont les chefs étaient Danton et Camille Desmoulins. Robespierre envoya les uns et les autres à l'échafaud, Hébert d'abord, Danton et Desmoulins ensuite.

Il crut alors le moment arrivé de faire cesser la *Terreur*, qui venait de faire encore d'illustres victimes (la princesse Élisabeth, Malesherbes, Lavoisier) et de consolider les institutions nouvelles d'après ses propres idées. Il fit rappeler Carrier, supprimer les tribunaux révolutionnaires des départements, proclamer par la Convention l'immortalité de l'âme et l'existence de l'Être suprême, dont la fête fut solennellement célébrée.

Tous les hommes compromis par leurs excès sanguinaires virent avec effroi le nouveau régime qui s'annonçait. Collot d'Herbois et Billaud-Varennes s'unirent avec Tallien, Barras, Fouché, et engagèrent d'abord la lutte en l'attaquant par le ridicule. N'ayant pu faire adopter telle qu'il la voulait la loi atroce du 22 prairial qui devait lui livrer ses ennemis, Robespierre s'isola du comité de salut public : la *Terreur* redoubla et dans un de ses derniers accès, elle emporta André Chénier, Roucher, le général Beauharnais. Enfin Robespierre lui-même, malgré sa longue défense dans la Convention, fut décrété d'accusation ainsi que son frère, Couthon, Lebas et Saint-Just. Lebas se brûla la cervelle; les quatre autres furent exécutés (9 et 10 thermidor, 27 et 28 juillet 1794).

Les thermidoriens avaient fait alliance avec les contre-révolutionnaires pour précipiter Robespierre. Entraînés par l'opinion, qu'ils avaient prise pour auxiliaire, dans une voie de réaction, ils s'y jetèrent en hommes qui faisaient bon marché de leurs doctrines. L'importance des comités de salut public et de sûreté générale fut considérablement amoindrie; la loi de prairial fut rapportée; les prisons s'ouvrirent, et le club des Jacobins, dernier asile du parti vaincu, fut fermé par ordre des comités. Carrier et d'autres massacreurs furent envoyés à l'échafaud; Lebon, Fouquier-Tinville ne périrent que l'année suivante. La Convention essaya de faire oublier à la France ces sanglantes tragédies en dotant le pays de plusieurs institutions utiles, telles que l'École normale, l'École polytechnique, les écoles centrales, l'Institut, le Muséum, le Conservatoire des arts et métiers. Ces travaux intérieurs coïncidèrent avec la glorieuse campagne de 1794. Jourdan, vainqueur à Fleurus, avait achevé de réduire la Belgique. Pichegru soumit la Hollande avec une armée sans vivres et sans vêtements; Augereau pénétra en Espagne, où il conquit le Guipuscoa, et Hoche commença la pacification de la Vendée. Des traités avantageux avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne, la réunion au territoire de la Flandre septentrionale et de toute la rive gauche du Rhin, la reconnaissance de la révolution par une partie de l'Europe, tels furent les résultats obtenus par nos troupes sur terre. Sur mer, nos flottes, restées sans chefs par suite de l'é-

migration de presque tous les officiers, éprouvaient de fréquents désastres qu'honorait du moins le dévouement des équipages, celui des marins du *Vengeur*, par exemple, qui, plutôt que d'amener leur pavillon, s'engloutirent dans les flots.

Le danger n'était plus qu'à l'intérieur. Les royalistes faisaient des progrès considérables. Le peuple, accablé de misère, fit deux insurrections (12 germinal et 4^{er} prairial), dont le mauvais succès somma la défaite des Montagnards, et fut le signal d'une terreur nouvelle qui s'exerça en sens inverse de la première, sous la direction des Girondins redevenus puissants; seulement on remplaça la guillotine par la transportation à Cayenne. Pichegru qui s'était vendu aux Bourbons perdit son commandement. Une tentative des émigrés à Quiberon fut déjouée par Hoche, et suivie du massacre de onze cents prisonniers. Pour mettre un terme aux menées de ce parti, la Convention décréta une constitution républicaine, datée de l'an III. Le pouvoir législatif fut confié à deux conseils, l'un de cinq cents membres, l'autre de deux cent cinquante, dit des *Anciens*, chargé de sanctionner les lois préparées par les *Cinq-Cents*. Le pouvoir exécutif résidait dans un Directoire de cinq membres, élus par les conseils et se renouvelant par cinquième chaque année. La Convention décida que le nouveau corps législatif, chargé de faire les lois organiques, se recruterait pour les deux tiers parmi les conventionnels. Les royalistes, perdant ainsi l'espoir de faire sortir de la constitution nouvelle le triomphe de leurs idées, soulevèrent à leur tour les sections de Paris (13 vendémiaire 1795). La Convention confia sa défense à Barras, qui prit pour lieutenant un jeune général destitué récemment, Napoléon Bonaparte. Les habiles dispositions de ce dernier déconcertèrent l'insurrection dont les soldats furent culbutés en quelques heures. La révolution attaquée, cette fois par la bourgeoisie, fut défendue par l'armée. C'était l'annonce qu'elle allait bientôt devenir toute militaire.

 LVII.

DIRECTOIRE. — PREMIÈRES CAMPAGNES DE BONAPARTE EN ITALIE. — TRAITÉ DE CAMPO FORMIO. — EXPÉDITION D'ÉGYPTE. — RETOUR DE BONAPARTE. — JOURNÉE DU 18 BRUMAIRE. — CONSTITUTION CONSULAIRE. — CONCORDAT. — CODE CIVIL.

Malgré les vices de la constitution de l'an III, le Directoire qui entra en fonction le 23 octobre 1795 débuta avec bonheur et habileté.